



Au cœur des luttes

CGT-Finances publiques *** Section de La Réunion

Section affiliée à la CGTR

Déclaration liminaire des élus CGTR-Finances publiques en CAPL

DECEMBRE 2016

En l'état actuel, le projet de loi de finances 2017 confirme la volonté gouvernementale d'asphyxie et d'étranglement budgétaire de toutes les dimensions de l'action publique.

Cette politique, c'est l'impossibilité de procéder aux dépenses et aux investissements publics nécessaires pour construire une autre société assurant notamment le plein emploi, la satisfaction des droits et des besoins fondamentaux, la mise en oeuvre d'une nouvelle dynamique de développement organisant y compris la nécessaire transition écologique.

Cette politique, c'est la destruction des services publics de pleine compétence et de proximité implantés sur l'ensemble du territoire national, y compris en Outre-Mer, avec des milliers de fermetures, de fusions, de regroupements.

Cette politique, ce sont des abandons et des privatisations de missions publiques au détriment tant de la qualité que des principes d'égalité, d'accessibilité et de continuité du service public rendu aux usagers.

Dans le même temps, les personnels sont confrontés à une dégradation de plus en plus conséquente de leurs conditions de vie au travail et hors travail du fait notamment des milliers d'emplois supprimés et de la surcharge de travail qui en découle, de la précarité de l'emploi, d'une mise en cause incessante de leurs droits et de leurs garanties collectives, à l'image des attaques portées contre le Statut général des fonctionnaires et le Code du travail.

Les raisons de se mobiliser à la DGFIP sont nombreuses.

Pour preuve le CTR emploi du 2 décembre 2016. Habituellement le DG a beau jeu d'y développer ses seuls arguments et d'écarter d'un revers de main nos revendications. Ce qui illustre parfaitement l'état du dialogue social à la DGFIP.

Mais cette fois la présence de militants convoqués comme experts par l'intersyndicale a permis de sortir des discours nationaux convenus et de bousculer notre DG. En partant du quotidien des services, les camarades du terrain ont fortement interpellé le DG sur son mépris et l'inhumanité qui se développe à la DGFIP : manque criant d'effectifs, accélération des restructurations, souffrance, mal-être, impossibilité d'un travail de qualité, missions bâclées, réceptions réduites pour le public, recours aux VSC et apprentis pour combler le manque d'effectifs...

Les agents de la DRFiP de La Réunion sont également mobilisés sur ces revendications. A titre d'exemple récent, les personnels de l'ESI, soutenus par la CGTR et Solidaires, se sont adressés au DG pour lui faire part de leur vive inquiétude suite aux annonces faites par le Directeur de la DISI Sud-Est sur l'avenir de leurs missions.

Concernant plus directement l'ordre du jour de notre CAPL, les évolutions mises en œuvre à la DGFIP en matière de mutations constituent une véritable régression : suppression du mouvement complémentaire A et B du 1^{er} mars 2017, conséquence directe des suppressions d'emplois massives ; Maintien des agents C stagiaires sur leur 1^{ère} affectation pendant 3 ans ; limitation à 5 choix de spécialité au niveau de la demande de mutation nationale pour les B, etc...

Pour la CGT, toutes ces mesures de déréglementation sont inacceptables. Elles ne respectent évidemment pas le dialogue social et conduisent à une destruction progressive des droits et garanties des agents.

Alors oui, la mobilisation des personnels est plus que jamais nécessaire à la DGFIP, en métropole comme dans les DOM, et notamment à La Réunion !

Pour conclure la CGTR demande à l'administration de fournir aux élus en CAPL la totalité des demandes de mutation formulées par les agents, y compris au sein de la Direction.